

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Des humain·e·s en trop?

Un conseiller national vert propose de réfléchir à l'impact environnemental négatif de l'accroissement de la population en Suisse, en particulier en lien avec l'immigration.

Le Fonds des Nations Unies pour la population relance la ritournelle néo-malthusienne de la limitation des naissances dans le Tiers-Monde, cette fois-ci pour sauver le climat.

Dans les deux cas, on part d'une réalité qui semble indiscutable: un être humain en plus, c'est moins de ressources et plus de pollution pour les autres.

Mais alors, si les ressources sont naturellement limitées, quelle est la «capacité de charge» de la planète? 6 milliards d'humains, 4 milliards, un milliard, moins? Et s'il fallait réduire massivement la population, comment procéderait-on?

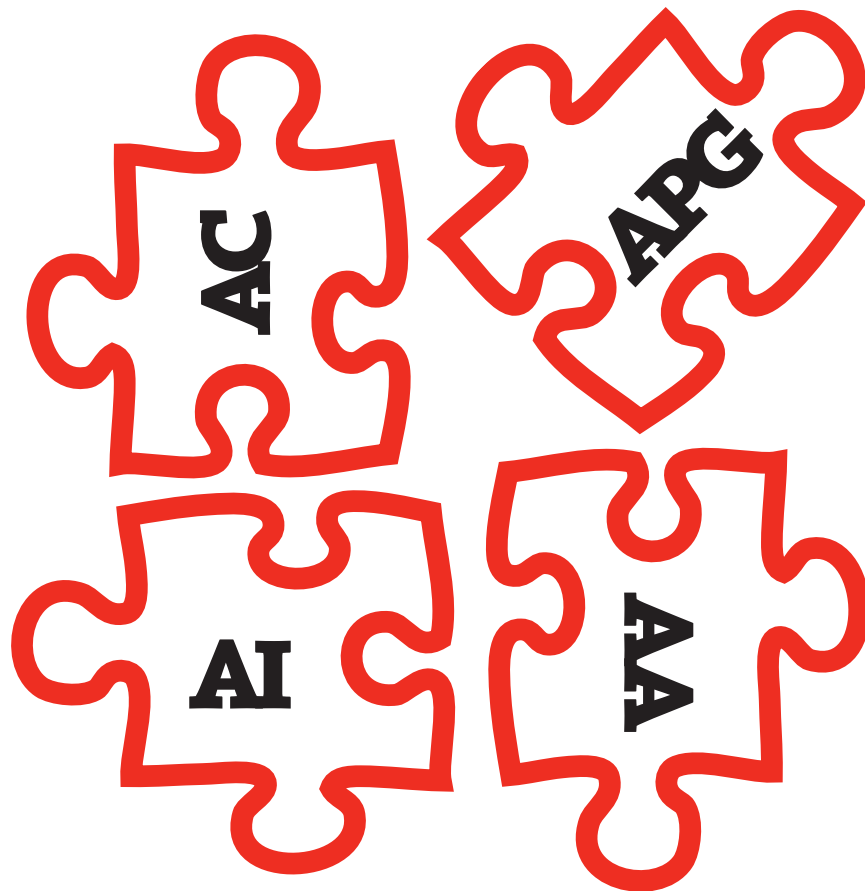
Peut-être que la question n'est pas la bonne.

Le pétrole est une ressource aujourd'hui, il ne l'a pas toujours été, il ne le sera pas toujours. Un hectare de terre, cultivé selon des méthodes biologiques, a aujourd'hui un rendement infiniment supérieur à celui qu'il avait il y a deux cents ans, et ce, sans nécessairement détruire le sol.

Les «limites de la nature» ne sont jamais naturelles; elles dépendent toujours des systèmes sociaux et économiques qui les produisent.

Il n'y a pas aujourd'hui d'êtres humains en trop à l'échelle de la planète. Il y a par contre un système économique et social qui produit à la fois de la destruction environnementale et de la pauvreté massive. Voilà l'ennemi principal.

La rédaction



Unifier, simplifier, solidariser

À partir de l'actuelle multitude des assurances sociales suisses doivent émerger des propositions de simplification et d'unification. Ce doit être le cas de l'assurance-maladie, comme la gauche le réclame depuis longtemps. Cela concerne plus généralement l'ensemble des assurances contre la perte imprévue de revenu, ainsi qu'une récente proposition le demande. Et, finalement, ce devrait être l'objectif d'une véritable allocation universelle, naguère jugée irréalisable mais qui apparaît comme la proposition socialiste par excellence.

■ Allemagne

Victoire conservatrice et libérale: à gauche, refonder et réunir!

Page 4

■ Italie

Difficultés nationales, défis pour la gauche

Page 4

■ Réaction

L'urgence et le catastrophisme, nouvelles armes du conservatisme

Page 10

CAMARADE CHRONIQUEUR

Préserver l'espèce socialiste indigène

Tandis que le réchauffement climatique altère les températures et la pluviométrie autour du monde, la menace posée par les espèces invasives s'accroît et les Nations Unies exhortent les participants à la Conférence sur le changement climatique de Copenhague à prendre des mesures décisives pour renforcer les écosystèmes et protéger la biodiversité mondiale contre cette menace. «Le changement climatique crée des conditions difficiles pour plusieurs espèces et la plupart des espèces invasives sont plus résistantes et opportunistes que les organismes indigènes», note Kalemani Molungoy, chef de la division scientifique, technique et technologique au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CBD) des Nations Unies. Il a dû prendre connaissance du résultat des élections genevoises, Molungoy. Et Stas Burgiel, directeur du Global Invasive Species Program (GISP), aussi, qui, commentant sans doute les succès des Verts note que «le changement des conditions écologiques dû aux températures élevées, à la séche-

resse ou aux pluies abondantes, facilite la survie des espèces invasives, au détriment des organismes locaux». Quant au succès du MCG, le GISP alerte: «les espèces invasives empiètent sur les écosystèmes fragiles de par le monde» et «la programmation génétique des espèces invasives leur permet de survivre dans une multitude d'environnements où elles seront plus aptes à la survie dans des conditions difficiles, ce qui soulève des doutes quant à la survie des espèces indigènes dans les régions où le changement climatique entraîne des changements saisonniers». Ou même frontaliers. Mais rien n'est irrémédiable: «récemment, nous avons commencé à inclure le changement climatique dans les discussions sur la préservation de la biodiversité (et) nous encourageons les pays à risque à adopter un principe de précaution, à éviter d'introduire des espèces invasives, et à prévenir celles qui peuvent être contrôlées». C'est gentil à l'ONU de se préoccuper de la survie du PS genevois...

Pascal Holenweg

L'HUMEUR

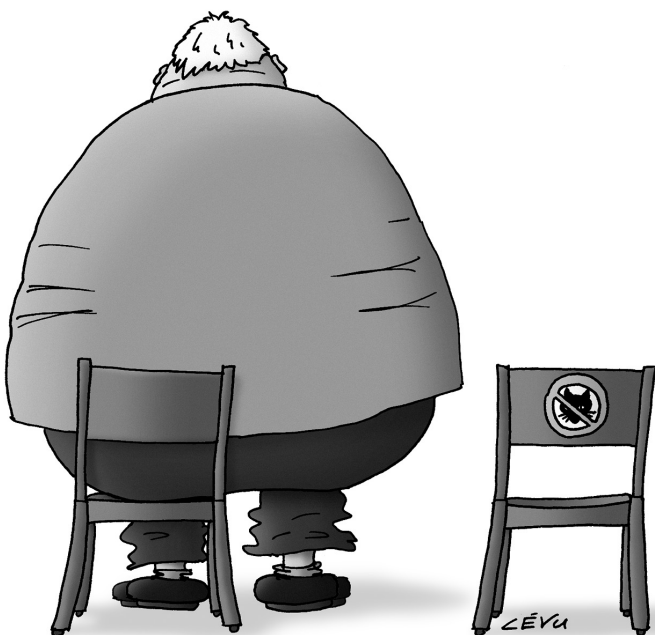
DE LA RÉDACTION

L'AELE est morte, l'Europe se réveille

M. Kappeler, dont la mauvaise foi ne connaît pas de limites, particulièrement quand il s'agit d'Europe, a soutenu dans *Le Temps* du 31 octobre que la Suisse se devait de redonner une visibilité à l'Association européenne de libre échange (AELE) pour offrir un «faisceau de liberté» aux déçus de l'intégration européenne.

La base de l'Union européenne est une union douanière; l'AELE une zone de libre-échange. Dans les deux cas, les États s'engagent à supprimer leurs tarifs douaniers entre eux, mais seule l'union douanière applique un tarif uniformisé dans le commerce avec les États tiers. La population suisse tient-elle vraiment à préserver ses tarifs douaniers extérieurs lorsqu'elle s'exprime majoritairement si négativement vis-à-vis de l'UE, comme le prétend M. Kappeler?

Bien sûr que non. Les élites suisses – et M. Kappeler est à cet égard un bel exemple du conformisme ambiant – ne se sont jamais fait à l'idée que l'instauration de règles et d'une autorité commune pouvait renforcer la solidarité entre les États et ainsi gérer les crises par la relance et des politiques coordonnées plutôt que par l'accaparement des ressources et l'exportation du chômage. M. Kappeler dénonce le «désir immodéré de tout régir» au sein de l'UE. Ce qu'il rejette, c'est l'UE comme projet politique, qui est aussi un projet de paix bâti contre l'État-nation. La liberté promise par l'AELE et son porte-étendard Kappeler est la froideur du libre-échangisme, refusant les limites, certes insuffisantes, que l'UE impose au primat anti-démocratique du libre-échange. À l'heure où le Traité de Lisbonne entre en vigueur et cherche à approfondir le caractère démocratique des institutions européennes, le blocage psychologique entretenu par les élites suisses sur le dossier européen s'apparente à une manœuvre dilatoire pour continuer à jouer sur deux tableaux: prétendre rester en dehors de l'Union tout en appliquant intégralement son droit.



ALLEMAGNE

Le SPD à un tournant... à gauche?

Avec 23% des voix exprimées, le Parti social-démocrate allemand (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD*) a perdu un tiers de ses électeurs-trices le 27 septembre 2009 par rapport à son score de 34% en 2005. Lorsqu'un parti obtient son pire score depuis cinquante ans, il y a lieu de s'interroger sur son fonctionnement, et il est à espérer qu'il y survienne d'importants changements...

Pour le SPD, quatre ans de coalition avec le parti démocrate-chrétien (*Christlich-demokratische Union, CDU*) n'ont malheureusement pas été la première occasion d'effectuer un tournant vers la droite. De 1998 à 2005, alors que Gerhard Schröder occupait le poste de chancelier, les sociaux-démocrates alliés aux Verts avaient déjà mené une politique de démantèlement du système social et de flexibilisation de la réglementation du travail. Ceci avait dévasté les rangs du SPD et précipité les syndicalistes dehors ou parfois directement dans les bras de ce qui allait devenir *Die Linke*, la force de gauche née de la fusion de l'ancien parti communiste de l'Est avec des groupes militants de l'Ouest. Rappelons cependant que la résistance interne avait été faible: en congrès à Berlin puis à Bochum en 2003, les délégué-e-s du SPD confirmaient à des taux de presque 90% le soutien à la politique du Chancelier – certes sous la menace d'une démission de Schröder en cas de désaveu.

LE DÉBUT DE LA FIN

Les conséquences ne se font pas attendre. Toutes les élections locales qui suivent voient les résultats du SPD diminuer, comme en Basse-Saxe, dont Schröder a été le ministre-président et où le SPD perd près de 15 points! Le nombre de membres diminue également de plusieurs dizaines de milliers par année, et avec les départs des militant-e-s les plus jeunes, le parti vieillit considérablement.

Dans ce contexte, les fronts se durcissent. Les protestations contre la casse sociale constituent la vraie naissance militante de la nouvelle extrême gauche, qui développe envers le SPD une hostilité marquée. En 2005, à l'issue des élections anticipées, une majorité de gauche sort des urnes. Alliés, *Die Linke*, les Verts et le SPD pourraient constituer un gouvernement. Et pourtant, *rot-rot-grün* (l'alliance des sociaux-démocrates et des Verts avec *die Linke*) n'est pas une coalition pensable (ni pour le SPD ni pour les Verts). On connaît la suite: quatre ans d'une coalition entre SPD et CDU, agissant peu, de laquelle la chancelière Merkel et donc la droite tire tout de même un avantage de visibilité.

Après la démission de Schröder de la présidence du parti, en 2004, que d'aucun-e-s expliquent par son sentiment de ne plus être suivi malgré le résultat des votes, le SPD va connaître cinq présidents en cinq ans. Après la défaite cinglante de septembre 2009, un nouveau changement était appelé à se produire à la tête du parti.

LE RENOUVEAU À GAUCHE... ET À DROITE

L'élection de Sigmar Gabriel, ministre de l'environnement de la grande coalition, à la présidence du parti représente cependant un départ plutôt mauvais pour un changement de ligne. Même s'il reconnaît l'état «catastrophique» du parti, il reste l'un des fidèles de Schröder et continue à défendre les grandes lignes de l'Agenda 21. Andrea Nahles, l'une des figures de proue de la gauche du parti structurée notamment autour du *Forum demokratische Linke 21*, a été élue au poste de secrétaire générale lors du même congrès. On notera le caractère particulièrement rétrograde de la répartition des rôles entre les sexes.

Leur première tâche sera de faire regagner au SPD la partie de son électorat qu'il a perdue depuis 1998: la gauche populaire



Andrea Nahles
et Sigmar
Gabriel

et salariée. Pour ce faire, lever le tabou sur les alliances avec *Die Linke* fait partie du programme implicite de la nouvelle équipe dirigeante. Déjà ancienne à Berlin, la coalition dite rouge-rouge a conquis le Brandebourg le jour même de la défaite du SPD au niveau national. Alors que les Verts allemands, à l'instar d'autres partis écologistes européens, tendent vers des positions libérales en matière économique, *Die Linke* reste le seul partenaire pour une reconquête réelle des classes populaires.

RETOUR À LA BASE

La volonté est là. Le SPD a probablement la capacité de rejoindre et d'élargir sa base. Les orientations du congrès de la mi-novembre laissent penser qu'il y a de vraies volontés d'ouvrir à nouveau certains débats politiques chers à la gauche. En témoignent par exemple l'engagement de la nouvelle direction pour la réintroduction d'un impôt sur la fortune, que l'Allemagne ne prélève plus depuis 1997.

Il n'en manque pas moins un vrai changement de personnel; emblématiquement, Steinmeier, candidat malheureux à la Chancellerie, est propulsé chef du groupe parlementaire, alors qu'il a aussi été l'un des penseurs-euses des contre-réformes des années Schröder. L'impulsion pour le changement est bien présente. La capacité d'auto-critique se fait encore attendre. Bon courage au SPD, vers lequel les yeux de toute la social-démocratie européenne sont tournés.

Benoît Gaillard

ITALIE

Liberté de l'information et refondation de la gauche

Le problème de l'information en Italie est d'une grande complexité et révèle de nombreuses contradictions. Certes, il n'existe aucune censure légale. Cependant, la télévision et la presse écrite sont deux domaines très différents. L'information télévisuelle, qui a le rôle principal dans la formation de

appartiennent ou sont contrôlées par le Président du Conseil.

DÉTRESSE DE L'OPPOSITION

L'information est certainement un des problèmes majeurs de l'Italie, mais je pense que le premier d'entre eux réside dans la situation compliquée de l'opposition. La chute du gouvernement Prodi en 2008 a été provoquée par l'explosion de la trop large coalition de centre-gauche qui le soutenait. Cette coalition rassemblait une douzaine de forces politiques et a montré toutes les conséquences de la fragmentation du centre-gauche italien. Pour le sortir de cette dramatique situation, les deux principales forces politiques du centre-gauche, *La Margherita* (d'origine démocrate-chrétienne) et les *Democratici di Sinistra* (d'origine communiste) décidèrent de se fondre en un seul parti, le *Partito democratico* (PD). Aux élections anticipées de 2008, le PD obtint un tiers des voix des électeurs-trices italiens mais la victoire revint au centre-droit qui, avec les sièges de la Ligue du Nord, a aujourd'hui une très large majorité au parlement italien.

La fusion de deux forces politiques importantes et de cultures politiques différentes n'est pas chose simple. Le 25 octobre dernier plus de trois millions d'électeurs-trices italiens ont choisi le nouveau secrétaire général du *Partito democratico* en élisant Pierluigi Bersani qui entrera en fonction le 7 novembre prochain. La mission de M. Bersani est extrêmement difficile. Il devra dans les prochains mois construire une proposition et un projet de gouvernement qui soient une alternative à la politique de la majorité actuelle, actuellement agitée par de fortes tensions internes qui pourraient donner lieu à des élections anticipées.

La mission de M. Bersani

est de donner une voix forte et unique au *Partito democratico*, de faire naître une âme commune aux différentes cultures politiques qui composent le *Partito democratico* et de construire les alliances nécessaires pour gouverner demain le pays, sans commettre l'erreur du gouvernement Prodi de réunir des forces n'ayant en commun qu'un certain anti-berlusconisme. Cette dernière voie n'a pas d'avenir en Italie, l'histoire nous l'a montré. Les électeurs-trices italiens ne supportent plus les divisions et les conflits, parfois personnels, qui ont caractérisé le centre-gauche italien de ces dernières années.

Cette situation extrêmement délicate que le centre et la gauche italiens doivent affronter se situe dans un contexte de grande difficulté pour la gauche européenne. En ce moment, je ne peux donc que souhaiter que M. Bersani réussisse dans sa difficile mission même si cela doit provoquer le départ de certains des dirigeants actuels du *Partito democratico*, qui préféreraient parcourir d'autres sentiers.

Les trois millions d'Italiens qui le 25 octobre dernier se sont déplacés et ont payé deux euros pour exprimer leur voix, nous disent qu'ils-elles n'en peuvent plus de cette majorité en Italie, mais surtout ils-elles nous disent de construire un parti fort et capable de répondre aux besoins sociaux, économiques, culturels ainsi qu'aux problèmes de la justice, de l'environnement et de la lutte contre la criminalité organisée, véritable cancer qui pèse sur la population italienne. Cela ne sera pas facile.

Claudio Micheloni, Sénateur des Italiens de l'étranger pour la circonscription Europe



Pierluigi Bersani, nouveau dirigeant du PD

l'opinion publique en Italie (sept Italiens sur dix s'informent uniquement au travers des télévisions) est presque totalement sous contrôle de la majorité actuelle qui gouverne le pays.

Dans les derniers mois le gouvernement a imposé de nouvelles eaux directrices aux chaînes de télévision publiques *Rai 1*, *Rai 2* et *Rai 3*, ainsi que les rédacteurs en chef respectifs des journaux télévisés de ces chaînes. La situation actuelle est donc telle que, à l'exclusion de la chaîne régionale *Rai 3*, tout le reste est contrôlé par le gouvernement. Pratiquement toutes les chaînes privées

Scandales occultés

Ne prenons qu'un seul exemple de l'utilisation des canaux d'information publics en Italie: ces derniers mois, le Président du Conseil a fait la première de tous les journaux et des télévisions du monde entier pour le scandale provoqué par les déclarations d'une call-girl sur les «fêtes» privées organisées pour le Président du Conseil. Le journal télévisé de *Rai 1* a pratiquement ignoré ces faits et n'en a pas informé l'opinion publique italienne. Or, six Italiens sur dix s'informent par le journal télévisé de cette chaîne.

POLITIQUE SOCIALE

Pour une assurance générale de revenu

Le réseau de réflexion *Denknetz* a émis la proposition de remplacer l'ensemble des assurances sociales en Suisse – à savoir l'assurance-chômage (AC), l'assurance invalidité (AI), l'assurance accidents (AA) et l'assurance perte de gain (APG) – par une assurance unique nommée Assurance générale de revenu (AGR).

Le fonctionnement de l'AGR est simple: il suffit d'une seule assurance sociale, financée par les travailleuses-eurs, les employeuses-eurs et l'État, pour garantir le revenu des personnes actives. Actuellement, suivant la situation des travailleuses-eurs, différentes assurances interviennent en cas de chômage, d'accident, d'invalidité, de service militaire ou de maternité. Pour *Denknetz*, cette pluralité d'assurances est néfaste car elle rend le système incompréhensible, les critères d'attribution flous voire arbitraires, elle en-

gendre des doublons administratifs et, ultimement, des situations d'inégalités (par exemple: pourquoi le revenu est-il assuré contre l'accident et non contre la maladie?).

FUSIONNER LES ASSURANCES SOCIALES

L'AGR remplacerait ces différentes assurances et couvrirait ainsi toutes les situations de perte de revenu durant la vie active, indépendamment des causes de cette perte de gain (chômage, accident,...) à hauteur de 70% du dernier salaire mais avec un plafonnement et ce sans limitation dans le temps. Cette unification présente plusieurs avantages importants: elle compenserait automatiquement les budgets des assurances, rendrait bien plus difficile la stigmatisation d'une assurance particulière (comme l'AI l'a connue ces dernières années), et diminuerait les obstacles à l'obtention

d'une assurance pour les individus qui y ont droit.

Le projet de *Denknetz* repose sur un triple principe: l'obligation d'avoir un travail rémunéré, le droit à un «travail décent» (selon les critères de l'OIT), et l'assurance générale de revenu si ce «travail décent» ne peut être garanti. Cette proposition, quoiqu'elle représente une avancée considérable par rapport à la situation prévalant actuellement en Suisse, reste cependant moins démarchandisante que l'allocation universelle (voir ci-dessous). Son premier principe révèle en effet qu'elle se présente avant tout comme le palliatif d'un système incapable de fournir un «travail décent» à tout le monde, et non comme l'affirmation d'une responsabilité collective de justice et d'égalité, même si l'une et l'autre s'en trouveraient assurément augmentées grâce à l'AGR.

Antoine Chollet

L'allocation universelle

Comment s'assurer que chaque personne, indépendamment de sa situation puisse mener une vie digne, enrichissante et autonome? En faisant en sorte qu'elle ne soit plus obligée de vendre sa force de travail uniquement pour vivre et qu'elle dispose donc d'un revenu, tout au long de sa vie, indépendamment de sa situation. Une telle allocation permettrait de démarchandiser la force de travail. Le travail perdrait de sa centralité dans nos vies et deviendrait voulu plutôt que subi. Si chacun-e disposait ainsi d'un revenu permettant de ne pas être forcé de travailler, les travaux les plus pénibles, basés sur l'exploitation la plus crasse, disparaîtraient ou deviendraient les

mieux payés.

A droite certains défendent le principe d'une allocation universelle qui devrait permettre de supprimer l'ensemble des autres transferts sociaux. Ceci ouvrirait la voie à la suppression de la plupart des services publics et conduirait également à une dérégulation du marché du travail.

Ce n'est bien sûr pas le point de vue défendu à gauche parmi les partisan-e-s d'une telle allocation. Elle ne peut se penser que dans le contexte plus général d'un renforcement des solidarités, de la sphère de gratuité (services publics notamment) et d'une réduction massive du temps de travail. Elle devrait être inconditionnelle, c'est-à-

dire versé à chacun-e indépendamment de sa situation et sans contrepartie. Son financement se ferait par l'impôt. Il s'agit donc d'un puissant moyen de redistribution économique des richesses. Pour André Gorz néanmoins, une telle allocation devrait être couplée à l'obligation de travailler un nombre d'heure donnée sur l'ensemble d'une vie active, la répartition de ce travail se faisant ensuite à la discrétion de la personne concernée (années sabbatiques, heures de travail par semaines, etc.).

Au PS et chez les Verts français, nos camarades du courant *Utopia* défendent cette proposition.

Romain Felli

POLITIQUE SOCIALE

Une caisse unique mais inique?

Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis la votation de 2007 sur la caisse maladie unique et sociale... Malgré les beaux discours couche-pinesques sur la faible augmentation future des primes, les caisses nous annoncent cet automne la hausse la plus forte depuis sept ans, de 8% en moyenne nationale. C'est donc sans surprise que les défenseuses-eurs du système de la pseudo-concurrence helvétique nous ressortent les arguments de la nécessité pour les assurances d'adapter les primes aux coûts de la santé. Mais c'est

courager les caisses à chasser les bons risques et à refiler aux autres les mauvais ne peut avoir d'action réelle dans ce domaine.

CONCURRENCE NON LIBRE ET FAUS-SÉE

L'absurdité du système atteint des sommets quand on analyse attentivement l'argument principal des opposant-e-s au projet de caisse unique en 2007: la fameuse concurrence. La concurrence ne peut exister dans le système actuel, car si les caisses veulent attirer les client-e-s en bonne santé, elles ne peuvent pas se permettre de les accueillir toutes et tous, au risque d'implorer. En effet, malgré leur mobilité, les assuré-e-s ne peuvent emporter les réserves qu'ils et elles ont constituées dans leur précédente caisse. Cet argument simple n'a pas cessé d'être martelé par la gauche depuis des années.

Deux ans après le rejet massif de la caisse unique, rien n'a donc changé... ou presque.

Face au mécontentement croissant de la population devant l'augmentation des primes, divers partis et personnalités de droite sont sortis du bois et ont proposé une idée originale et révolutionnaire... la caisse unique!

Franz Steinegger, ancien président du Parti radical fut un des premiers à se lancer, suivi par d'autres collègues de droite tels que Christine Egerszegi ou Pierre-François Unger. Même des Werner Messmer ou des Guy Parmelin se disent prêts à discuter! N'oublions pas non plus de citer le Mouvement citoyen genevois qui annonçait récemment la préparation d'une initiative populaire pour une caisse maladie unique avant la fin de l'année.

NOUS N'AVONS PAS LE MONOPOLE DE LA CAISSE

Mais que leur est-il donc arrivé? Sont-ils devenus socialistes du jour au lendemain? Malheureusement non, car si le nom de leur projet ressemble étrangement à celui de

la gauche, il y manque un mot important: social!

Aucune des personnes ou groupes cités précédemment ne souhaite en effet remettre en question le système de la prime par tête et par canton. D'autre part, Franz Steinegger, président de la SUVA, souhaite que l'assurance maladie prenne pour modèle "sa" caisse nationale d'accident. Certes, cette entreprise présente des avantages indéniables. Disposant d'un quasi monopole, elle a donc intérêt à associer prévention, assurance et réadaptation à la vie professionnelle. Elle redistribue ses bénéfices sous forme de réduction de prime et est gérée de manière tripartite par les partenaires sociaux. Toutefois, le modèle proposé par Steinegger remet gravement en cause certaines libertés des assuré-e-s en terme de traitement. Dans un interview récent où il présente la SUVA comme modèle pour l'assurance maladie, il dit ceci: «Le patient ne commande pas les prestations [...], c'est l'assureur qui ordonne les traitements du médecin et des hôpitaux. On peut donc davantage influencer et contrôler la masse des soins donnés» (*l'Illustré*, 11.11.2009).

La gauche doit donc se garder de se réjouir du revirement d'une certaine frange de la droite. Contrairement à ce que dit la presse actuellement, nos traditionnel-le-s opposant-e-s politiques ne sont pas en train de tirer dans leur camp le vieux projet socialiste. Elles-ils ne font en effet que surfer sur la vague du mécontentement populaire actuel en proposant des réformes mettant de côté les problèmes sociaux dans le domaine de la santé! A gauche, nous devons évidemment nous battre pour une caisse unique, mais sans oublier notre objectif à long terme: la rendre plus sociale!

Line Rouyet



Pierre-Yves Maillard 2.0?

une simplification du débat qui occulte certains mécanismes pervers du système.

Il est important en effet de mettre en évidence les nombreux coûts inutiles que le système «concurrentiel» actuel occasionne, à savoir les frais de publicité, les frais de surveillance de la Confédération, les frais administratifs liés aux changements de caisse, etc.

On constate par ailleurs de fortes inégalités dans les calculs de compensation primes/coûts entre les cantons; certains d'entre eux tels que Vaud, Genève ou Zurich se voient ainsi attribuer des primes volontairement trop élevées qui permettent de payer les coûts de Schwytz, Uri ou Zoug.

Il n'est pas inutile de rappeler enfin que l'une des réponses à l'augmentation des coûts est certainement une meilleure prévention et un traitement des problèmes de santé à la source. Un système qui ne fait qu'en-

POLITIQUE SOCIALE

Nous ne paierons pas votre santé!

Le fait que notre état de santé dépende en grande partie de facteurs sociaux n'est contesté par personne, bien que nous assistions depuis plusieurs années à une attaque en règle des tenant-e-s d'un déterminisme génétique cherchant à minimiser l'impact de la socialisation. La santé de chacun-e varie ainsi en fonction de sa classe sociale, les plus riches étant en meilleure santé que les plus pauvres. Et atteindre un certain revenu et un accès suffisant aux services de santé ne permet pas de voir disparaître toutes les différences. Des études ont ainsi montré qu'au sein d'une même entreprise, l'état de santé des employé-e-s varie en fonction de leur place dans la hiérarchie, amenant ainsi à l'hypothèse que plus on a de pouvoir, moins on est malade. Ces différences de santé peuvent s'exprimer de différentes façons, allant d'une diminution de l'espérance de vie à une fréquence plus élevée de maladies ou une expression plus sévère du même problème de santé.

ÉGALITÉ POUR TOU-TE-S

L'autre élément intéressant tient à la notion que ces inégalités dépendent de différences relatives et non absolues. Il n'y a pas de salaire à partir duquel toutes les inégalités disparaissent mais bien des différences entre chaque groupe de personnes occupant une position sociale différente. Ensuite, plus les disparités sont grandes entre les classes, plus le niveau de santé sera globalement bas. Ceci se voit en comparant des pays avec des systèmes de santé similaires mais des différences salariales moins étendues. C'est pourquoi une personne très riche dans un système très inégalitaire pourra avoir une santé moins bonne qu'un-e pauvre dans un pays où les disparités sociales sont moindres.

Plusieurs mécanismes complexes sont probablement à l'œuvre pour expliquer ces diffé-

rences. Tout d'abord les facteurs externes ou environnementaux dépendent de notre position sociale. Dès le début de notre vie, notre contact avec le monde est ainsi déterminé. Certain-e-s boiront de l'eau contaminée, respireront un air pollué, exerceront tel métier dangereux ou ne pourront pas avoir accès aux soins adéquats. Deuxièmement, notre entourage social a un impact déterminant. Par exemple le fait d'être isolé-e par l'exil ou secondé-e par des employé-e-s domestiques changera radicalement la probabilité de tomber malade ou la prise en charge de la maladie si elle survient. Cela inclut aussi la perception différenciée de la maladie et de la santé selon notre classe sociale.

POUR UNE PRÉVENTION PRIMAIRE COLLECTIVE

Enfin les facteurs souvent qualifiés d'individuels relèvent aussi d'une appartenance sociale. Pensons ici aux "comportementaux" comme la consommation d'alcool, de tabac ou autre substance, les habitudes alimentaires ou la pratique d'une activité physique. Ces derniers facteurs sont malheureusement le plus souvent abordés dans une approche individualiste prônant la responsabilité de chacun-e dans la gestion de son «capital santé».

La marchandisation de la santé renforce la tendance à s'occuper plutôt des conséquences que des causes des problèmes de santé. C'est en effet un marché très lucratif qui conserve encore une grande marge de progression. Et quand on parle de la hausse des coûts de la santé, on ferait mieux d'accuser le système de marché que la responsabilité individuelle des patient-e-s. C'est la mise en place de systèmes d'organisation managériale et d'une chasse aux abus – virtuels – qui contribue le plus fortement à cette hausse, de même que les prix scandaleux pratiqués par une industrie pharmaceutique toute puissante qui défend avec

acharnement – pour ne pas dire plus – ses brevets. Un système de santé fondé sur le profit et le marché ne profitera jamais aux malades qui ont besoin de soins de qualité et d'une vraie prévention primaire par des transformations radicales de la structure sociale de notre société.

Stéphanie Pache

Quelques mesures pour plus de santé

Quant au système de santé, il nous faut déjà lutter contre sa marchandisation notamment en revenant sur des dispositifs qui la permettent. La tarification à l'acte des «prestations» de santé, comme on les qualifie déjà, introduit un rapport marchand évident. À la place, les professionnel-le-s de la santé devraient bénéficier d'un salaire sans rapports avec le volume ou le type de soins, comme en Grande-Bretagne. La caisse unique est un autre moyen également nécessaire (cf. page 6). De même, il faudrait supprimer la propriété intellectuelle en matière de médicaments et permettre ainsi de chercher de vrais apports pharmacologiques –ou autres – aux problèmes de santé prioritaires. SP

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs) Fr. 39.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Alain Dilbergot (AD), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT), Julien Wicki (JW).

Comité:
Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Philippe Müller, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaborations permanentes:
Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Christian Vuilloud (Cévu).

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne.

Secrétariat de rédaction:
Line Rouyet.

Mise en page:
Benoît Gaillard.

Webmaster:
Kevin Luximon, Lausanne.

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

POLITIQUE SOCIALE

La révision de l'assurance-chômage va droit dans le mur!

Le taux de chômage a passé la barre des 4% de la population active en octobre 2009, selon les chiffres du SECO. Le chômage des jeunes a augmenté de 71,7% par rapport au mois d'octobre 2008. En commission du Conseil national, la proposition de révision de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI) a été rejetée. Ce résultat est surtout dû aux absentions des député·e·s de droite qui refusent toute hausse des cotisations paritaires et ne misent que sur la réduction des dépenses pour assainir la dette et atteindre l'équilibre financier de l'assurance-chômage (AC).

LE FINANCEMENT DES ASSURANCES SOCIALES

Ce scénario rappelle les débats relatifs à l'assurance invalidité (AI). L'AI, en 2008, était confrontée à une baisse importante de ses rentrées mais ses dépenses baissaient d'autant alors que dans l'assurance-chômage, l'augmentation des recettes en 2008, associée à une diminution des dépenses ne suffisait pas à éponger une dette de 3,1 milliards de francs.

Ces statistiques doivent être corrélées avec l'évolution des taux de cotisations. L'AI est financée par des cotisations des salarié·e·s ainsi que des indépendant·e·s et des personnes sans activité lucrative (et la Confédération). Le taux de cotisation de l'AI est fixé à 1,4% pour les salarié·e·s et les indépendant·e·s depuis 1995. L'AC est exclusive-

ment financée par les cotisations paritaires des employé·e·s et employeuse·eurs. Le taux de cotisation était de 2% au début des années 90, avant de passer à 3% de 1996 à 2002, 2,5% en 2003 puis de revenir à 2% depuis 2004. Entre 1996 et 2004, les hauts revenus payaient en plus une contribution de solidarité de 1% de la tranche de leur revenu dépassant le revenu maximal assuré, supprimée par la révision de 2003.

LE CONSEIL FÉDÉRAL RÉPÈTE LES ERREURS DE 2003

La dette actuelle de l'assurance-chômage est le résultat de la révision de 2003 qui a réduit les cotisations. Le Conseil fédéral avait alors estimé le besoin de financement de l'AC sur la base d'un nombre moyen de 100'000 chômeuses-eurs sur un cycle conjoncturel. Ce chiffre était sous-évalué à dessein, et justifie donc la révision actuelle. Le Conseil fédéral veut réduire les dépenses de 500 millions de francs environ, en coupant principalement les indemnités journalières des jeunes chômeuses-eurs (260 jours au maximum) et en allongeant le délai de cotisation minimal donnant droit aux indemnités journalières. En contrepartie, le Conseil fédéral veut augmenter la cotisation ordinaire à 2,2% des revenus des salarié·e·s, et la porter temporairement à 2,3% et réintroduire un «pourcent de solidarité» temporaire, afin d'éponger la dette.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur l'absurdité que représente la coupe brutale prévue dans les prestations en période de récession. Les mesures qui touchent les jeunes chômeuses-eurs alors même que leur nombre a presque doublé en un an sont un non-sens. Elles conduisent à renoncer aux mesures d'insertion sur le marché du travail de l'AC et donc à pousser rapidement les jeunes chômeuses-eurs vers d'autres systèmes de protection sociale, en particulier l'aide sociale.

Il faut souligner l'interdépendance entre la situation financière

de l'AC et des autres branches des assurances sociales. Une détérioration sur le plan des prestations en faveur des chômeuses-eurs – qui paient la sous-évaluation des besoins – entraînera une détérioration des finances de l'AI, elle-même chroniquement sous-financée, et de l'aide sociale. Abstraction faite de l'assurance-maladie, le financement des autres assurances sociales a été évalué correctement et elles ont un taux de cotisation adéquat. Seules ces deux branches qui ont mauvaise presse auprès du camp bourgeois, les assurances pour «abuseuses-eurs», ont subi des pertes ces dernières années. Dans ces conditions-là, l'introduction d'une assurance générale de revenus mérite encore plus notre attention.

Arnaud Thiéry

L'AI se rapproche de l'AC

L'AI souffre d'un problème de sous-financement chronique que la droite n'a jamais voulu corriger autrement que par une augmentation de la TVA. Les changements survenus sur le marché du travail se répercutent en premier lieu sur les assurances chômage et invalidité. Si le taux de cotisation à l'AC, comme le résultat de ses comptes d'exploitation, reflète l'évolution de la conjoncture, le durcissement des relations de travail et l'augmentation de la compétitivité s'est fait ressentir plus profondément et durablement sur l'AI. Ce n'est pas un hasard si la 5e révision de l'AI a introduit des mesures comme la détection précoce et accentué l'effort de réinsertion sur le marché du travail, outils précédemment réservés à l'assurance-chômage.

En savoir plus

Mike Haynes: «Capitalism, class, health and medicine», *International Socialism*, Summer 2009, Londres.

Ruth Gurny, Beat Ringger: *Die grosse Reform. Die Schaffung einer Allgemeinen Erwerbsversicherung AEV*, édition8 et Denknetz, 2009 (préface, résumé et description du modèle en français).

GENÈVE

La déconfiture de la gauche genevoise

Au terme des élections cantonales, la gauche genevoise a bu le calice jusqu'à la lie. Ne représentant plus qu'un tiers de la députation au Grand Conseil, rejetée dans la minorité au Conseil d'État, elle va devoir entreprendre un travail de reconstruction urgent.

DÉSUNION 2.0

Cela avait déjà fort mal commencé lors des élections au Grand Conseil. L'extrême gauche, incapable de se rassembler, ratait pour la deuxième fois de suite le quorum, elle qui obtenait encore quatorze sièges en 2001. Après la désunion entre le Parti du Travail et solidarités en 2005, puis l'aventure électoraliste d'un Grobet qui n'en finit plus de prendre sa retraite, quand l'extrême gauche va-t-elle enfin retrouver le chemin du parlement? Car ses bisbilles coûtent cher. Tout d'abord, elles privent de représentation près de 15% de l'électorat genevois. Ensuite, elle

laisse au Parti socialiste et aux Verts la charge de l'opposition, une charge qu'ils ont eu toutes les peines du monde à endosser.

SAUVER LES MEUBLES

Lors de la législature précédente, la gauche parlementaire s'est retrouvée dans une situation schizophrénique. Il s'agissait de défendre une majorité gouvernementale de gauche, majorité jusqu'alors tellement prudente face à un parlement de droite qu'elle était loin de mener une politique de gauche. Tout ce que la gauche a pu faire en quatre ans, c'est sauver les meubles. Mais sauver les meubles, cela ne constitue pas un programme. L'exemple genevois a montré les limites d'une politique de participation gouvernementale à tout prix. À cet égard, la minorité socialiste qui a proposé de renoncer à briguer une majorité gouvernementale entre l'élection au Grand Conseil et au Conseil d'État a lancé un débat salu-

taire... mais trop tardif. Participer au gouvernement, d'accord. Mais pour quoi faire? Empêtré dans sa politique du juste milieu, le Parti socialiste n'a pas su répondre à l'irruption xénophobe du Mouvement citoyen genevois (MCG). En laissant le MCG dicter le ton de la campagne, il a ouvert un boulevard aux partis bourgeois. Genève, en somme, a rejoué la campagne présidentielle française de 2002 qui avait été dominée de bout en bout par le thème de l'insécurité, aboutissant à l'éviction de Jospin par Le Pen au premier tour, puis à l'élection triomphale de Chirac. Le PS se retrouve maintenant privé de son deuxième siège gouvernemental qu'il occupait depuis plus de 40 ans. Un PS en crise, une extrême gauche absente, cela fait des Verts le principal parti d'opposition. Vu les appels du pied centristes des dirigeant·e·s écologistes, cela n'augure rien de bon.

Julien Wicki

VAUD

Vivre et être exclu·e·s ici

La récolte de signatures en faveur de l'initiative «vivre et voter ici» est maintenant bien engagée. La réaction du quidam, selon le ressenti des militant·e·s, s'avère plus spontanée, pour ne pas dire épidermique, que lorsque d'autres thèmes sont abordés. Comme si, dans les sujets politiques liés à l'immigration, le corps civique vaudois était divisé en deux Eglises inconciliables, une de l'ouverture et l'autre du rejet.

Il est vrai que le sentiment d'insécurité sociale et économique dans la population augmente, et à juste titre, à l'heure où un simple divorce, une dette mal calculée, ou la perte d'un emploi peuvent suffire à précipiter tout un·e chacun·e dans la précarité. Dans le même temps, le réconfort que peut apporter une certaine solidarité est

de plus en plus déconsidéré par le discours majoritaire. Il s'agit bien d'un contexte, où, de manière consciente ou non, les encouragements au rejet de l'autre constituent, pour certain·e·s, un dérivatif bienvenu au malaise social ambiant. Cette apparente vigueur xénophobe s'avère encore plus irrationnelle à l'aune de certaines statistiques cantonales.

L'INQUIETANTE ETRANGÉTÉ

La proportion d'étranger·e·s dans la population du canton de Vaud est passée de 25,6% en 1998 à 29,6% en 2008. Les chiffres relatifs à l'augmentation de la criminalité sont souvent mentionnés dans les débats liés à l'intégration, au détriment d'indicateurs comme le PIB réel cantonal, qui a crû de 25,26% durant la période 1997-2008. La taille

du gâteau a crû plus vite que le nombre d'invités, l'expansion démographique globale s'étant limitée à 13,31% ces onze dernières années. L'augmentation des mariages mixtes, passant de 32,85% du total des unions célébrées en 1998 à 41,83% en 2008, tend à démontrer que nous sommes bien loin d'une montée des communautarismes.

Après le combat pour l'obtention du droit de vote des étranger·e·s sur le plan communal, gageons que l'initiative «vivre et voter ici» constitue une nouvelle étape qui finira par aboutir enfin à la reconnaissance, par le droit de vote sur le plan cantonal, d'une intégration des migrant·e·s réussie.

Adrien Fontanellaz

URGENCE

D'un ton catastrophiste adopté récemment en politique

En 2002 paraissait un ouvrage de Jean-Pierre Dupuy intitulé *Pour un catastrophisme éclairé*. Comme le titre l'annonce, il s'agissait de préconiser une approche politique délibérément catastrophiste afin d'éviter, ou plus précisément de retarder, une catastrophe à venir jugée inéluctable. Deux domaines étaient particulièrement concernés: la possibilité de la guerre nucléaire et les atteintes à l'environnement. Huit ans plus tard, le mot d'ordre de Dupuy semble être devenu hégémonique.

Pas un jour ne passe sans qu'un journal, une association, un parti n'appelle à l'action parce qu'une catastrophe serait imminente et requerrait de ce fait une réaction urgente. Le thème actuel est bien sûr le réchauffement climatique, mais la rhétorique catastrophiste s'applique aussi à d'autres sujets. On aurait tort de sous-estimer les conséquences politiques délétères d'un pareil catastrophisme, qui répond toujours aux mêmes logiques et, surtout, vise les mêmes objectifs politiques: le conservatisme et la disparition de toute critique.

L'URGENCE EST CONSERVATRICE

L'urgence impliquée par une catastrophe jugée immi-

nente impose une réaction immédiate, dans le cadre des institutions déjà présentes. En situation d'urgence, il devient impossible de contester un ordre politique ou institutionnel; seule l'union sacrée derrière le pouvoir en place reste possible. Ce qui rend la crise environnementale exemplaire de ce phénomène, c'est que ce qui est dénoncé par les mouvements écologistes depuis 40 ou 50 ans comme la cause de cette crise – pour faire court: le système de production capitaliste – en est soudain devenu la solution, par le miracle du recours permanent à l'urgence. S'il faut agir tout de suite, on ne peut se payer le luxe de réfléchir au fonctionnement de l'ensemble de notre système de production, encore moins à l'organisation de notre économie!

À l'inverse, il faut rappeler que cette transformation des arguments est d'abord politique et n'a rien à voir avec une prise de conscience généreuse de son impact écologique. Le capitalisme est resté le même, et ce qui l'inquiète, ce n'est pas le réchauffement climatique, mais le lien de causalité que les mouvements écologistes ont tracé entre lui et ce dernier. Dans ce cas comme dans d'autres, la meilleure défense a semblé être l'appel à l'urgence et à la cohésion qu'elle implique, et force est d'admettre que la tactique a jusqu'à ce jour pleinement réussi. En ce sens, le catastrophisme renforce les structures existantes, légitime les pouvoirs en place, seuls capables de réagir immédiatement et à grande échelle, et désarme leurs critiques; c'est pourquoi il est intrinsèquement conservateur.

URGENCE CONTRE CRITIQUE

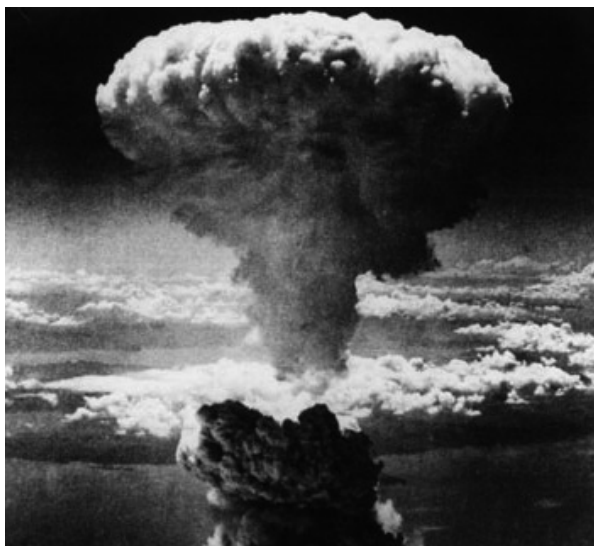
L'autre conséquence principale de la rhétorique catastrophiste, d'ailleurs liée à la précédente, est de faire taire les voix

dissidentes, de tuer toute critique. C'est d'ailleurs dans son sens étymologique qu'il faut entendre ce terme: à la fois décision et choix. La critique est en ce sens liée à la crise, si l'on insiste sur la nécessité, en ces moments, de prendre une décision, et non sur celle de maintenir à tout prix l'ordre existant. Au sens strict, la crise a en effet pour principe de le faire disparaître. Laisser ouverte la critique requiert aussi de ménager une durée pour prendre ces décisions. L'urgence est évidemment la négation de ce délai et des débats qui pourraient y prendre place, elle réduit au silence les voix discordantes et ne veut s'intéresser qu'aux moyens et jamais aux fins. Réagir dans l'urgence face à une catastrophe imminente, c'est partir du principe que ce qui est menacé par la catastrophe mérite indiscutablement d'être préservé.

L'habileté des apôtres du développement durable a été de parvenir à assimiler survie du système et sauvegarde de l'environnement. Or ici aussi, il faut les distinguer et montrer que les "solutions" proposées visent avant tout la continuation à peine amendée du mode de production actuel, celui-là même qui a provoqué la crise environnementale. En embrumant le débat public, en tordant les mots et les enjeux dans tous les sens, en entravant toute critique, la rhétorique de l'urgence a contribué à déplacer les questions politiques sur un terrain plus favorable à l'ordre en place. Dénoncer ce dernier doit dès lors conduire à dénoncer d'un même mouvement ce glissement, de critiquer l'urgence et catastrophisme, et de rappeler où se situent les lignes de partage politique pertinentes, entre celles et ceux qui se satisfont de cet ordre et les autres, qui veulent le transformer.

Antoine Chollet

Explosion des urgences...



HISTOIRE

Des Alpes à la guerre, parcours d'un historien exemplaire

Avec la disparition, fin octobre, de Jean-François Bergier, la Suisse a perdu un historien précieux. On connaît son rôle au sein de la commission à laquelle il donna son nom; mais il fut aussi un chercheur reconnu qui, toute sa vie, lutta contre une vision étriquée de l'histoire.

DÉCLOISONNER L'HISTOIRE

Bergier, après des études à Genève, se destine à une carrière d'archiviste. Il rejoint, en 1953, l'École des Chartes à Paris, mais il fréquente également l'École Pratique des Hautes Études au sein desquelles enseignent les chefs de file d'une histoire économique en pleine croissance. Parmi ceux-ci, Fernand Braudel va durablement influencer Bergier. Comme lui, il adopte une approche sur la longue durée des phénomènes économiques et sociaux, refusant de se laisser enfermer dans des frontières étriquées, qu'elles soient géographiques ou temporelles. Braudel choisit la Méditerranée comme champ d'étude; pour Bergier, ce sont les Alpes. Il participe au lancement de l'Association internationale d'histoire économique, qu'il préside d'ailleurs plusieurs années. Il se fait progressivement un nom dans la communauté historienne européenne mais reste relativement méconnu en Suisse.

FISSURER LE MYTHE

Cela change évidemment en 1996. En quelques heures, il est propulsé à la présidence d'une

commission chargée de faire la lumière sur le comportement de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale alors que le pays est plongé en pleine crise des fonds en déshérence. Il accepte car il y voit une chance pour l'historien d'être utile à la société, de sortir de son isolement de chercheur. Lui qui sait la force des mythes dans la construction de l'histoire suisse – il a notamment consacré un ouvrage à Guillaume Tell - il s'attaque à l'un des mythes les plus intouchables, celui de la Mob' et de la résistance armée au nazisme. Pendant quatre ans, il bataille ferme pour garantir l'indépendance de la commission face au pouvoir politique et contre les réticences des entreprises et des banques suisses. En 2001, la commission remet un rapport critique sur le comportement des milieux économiques et politiques pendant la Deuxième Guerre mondiale. Grâce à ce travail, la Suisse a acquis quelques moyens de regarder sans complaisance une période sombre de son histoire; il lui reste encore à s'en saisir. Le meilleur hommage que l'on puisse rendre à Jean-François Bergier, c'est de lire et de faire lire une histoire qui, lentement, fissure le mythe.

Julien Wicki

CINÉMA

Alvaro Bizzarri


Nous étions quelques-uns, ce jeudi soir de fin septembre 2009 à Lausanne, lors d'une émission de la TSR1, pour entourer notre ami «ouvrier-cinéaste» Alvaro Bizzarri – auteur d'une douzaine de films dont *Lo Stagionale*, petit chef-d'œuvre d'authenticité et d'humanité – et fêter la sortie d'un double DVD, *Accueillis à bras fermés*, contenant ses cinq films sur l'immigration italienne en Suisse, tout particulièrement sur les «travailleurs saisonniers».

Alvaro nous parla de ses engagements, de ses convictions, de sa volonté de montrer depuis plus de quarante ans, au moyen d'une caméra, combien fut dure et aliénante la vie de ces esclaves modernes, de ces déracinés, arrachés à leur famille et à la terre de leurs racines, ayant trimé leur vie durant sur nos chantiers, nos routes, nos ponts, nos tunnels, nos barrages, etc. Discrets, acharnés au travail, privés de tout ce qui fait la vie belle et digne d'être vécue. Hommes sans femmes, sans enfants, sans amis, sans paysages familiers, sans vie sociale et sans droits politiques, à jamais déchirés par le déracinement, l'éloignement, la solitude et la frustration d'une vie perdue à la gagner. «Saisonniers exemplaires» voués aux travaux les plus ingrats, les plus pénibles et les plus dangereux, que les Suisses ne voulaient plus faire, au plus grand profit de l'économie suisse.


Alvaro ne manqua pas de rappeler la situation bien pire encore des millions de migrants d'aujourd'hui traversant les mers au péril de leur vie et allant grossir les cohortes des travailleurs clandestins corvéables à merci dans les pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord.

Raymond Durous

LE POING Laurent Moutinot mérite qu'on mette "socialiste"

 entre guillemets lorsqu'on désigne son appartenance partisane. Il vient d'autoriser que des patrouilles privées assurent aux Pâquis à Genève une «présence» permettant de «tenir les lieux» pour éviter «les personnes indésirables» – ces derniers guillemets, eux, signalent des propos tenus par le Conseiller d'État lui-même. Alors que des camarades s'activent partout pour contester la privatisation de la sécurité, Moutinot donne un coup de couteau au service public.

LA ROSE La rose à **Pascale Bruderer**, l'icône socialiste du troi-

 sième millénaire, fière première citoyenne de la nation, et dont le site internet (www.pascale-bruderer.ch) montre ce que doit être une politique de gauche aujourd'hui: des portraits à télécharger et d'agréables nuances bleues, idéales pour faire oublier les vieilles lunes rouges et ouvrières. Félicitations pour son élection, et communicant-e-s de tous les pays, unissez-vous!



Couchepin élu président de l'École suisse d'archéologie en Grèce

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

SALLE DES PAS PERDUS

Justice militaire

Toute la force d'une telle entreprise tient à l'union de deux mots antinomiques mais qui par répétition, comme pour «ennemis combattants» ou «droite moderne», s'impose naturellement au discours public: tous ont glosé sur le choix du fart, l'option du pédalo et l'inutilité avérée des guides en montagne. Mais peu sur le fond, et le simulacre de justice.

L'armée suisse a une juridiction permanente, là où nos voisins ne l'ont qu'en temps de guerre. «Affirmatif, puisque nous ne sommes jamais en guerre, sinon on servirait à rien» répondrait «l'Auditeur en chef» de cette fine équipe. Un peu comme les flingues que nous vendons, ou les gosses qui finissent coincés sous une avalanche ou un rocher de torrent. Aux parents de ceux à qui on a vidé la cervelle pendant des mois, on répond «...mais ils auraient pu dire non!».

EN BREF

Famine

Le sommet alimentaire mondial a été un bide disent certains. C'est méchant. Disons qu'il nous a laissé sur notre faim.

Genève

Charles Beer a déclaré qu'au sein du Conseil d'État, «je n'entends pas devenir le godillot du comité directeur du PS». Espérons qu'il ne devienne pas le godillot du Conseil d'État au sein du comité directeur du PS...

Écologie lucide

Isabelle Chevalley (Écologie libérale) a déclaré «J'ai été naïve de croire que la droite changerait». Il n'y a pas qu'elle à avoir été naïve, l'ensemble des électrices-teurs d'Écologie libérale aussi.

Discipline

Le gradé qui dirigeait l'équipe de militaires dont six sont morts sur la Jungfrau: «Le problème de l'armée suisse, c'est que même les avalanches n'obéissent plus aux ordres».

En voiture Momo

Pour Moritz Leuenberger, les pendulaires ne paient pas assez cher leurs titres de transport. Quand Moritz est allé au Conseil fédéral, on a oublié de lui donner le billet de retour.

Scandale?

Un mineur renvoyé seul vers l'Italie. Ministre de l'Intérieur vaudois, Philippe Leuba ne voit pas le problème. En signe de bonne volonté, il accepte cependant de renvoyer à l'avenir les nourissons avec leur biberon.

Emploi

Bobst ne nous emballe plus.

Paix confessionnelle

Le Conseil fédéral a une stratégie pour se concilier les musulman·e·s de suisse: fumer le Calmy-naret de la paix.

Zoologie

Une homme tombe dans la fosse aux ours de Berne. Samuel Schmid grièvement blessé.